



Roel Plant, Pierre Maurel, Éric Barbe et Jane Brennan (dir.)

## Les terres agricoles face à l'urbanisation De la donnée à l'action, quels rôles pour l'information ?

Éditions Quæ

---

## Préface

Pascal Augier

---

Éditeur : Éditions Quæ  
Lieu d'édition : Éditions Quæ  
Année d'édition : 2018  
Date de mise en ligne : 23 février 2021  
Collection : Update Sciences & Technologie  
ISBN électronique : 9782759230297



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

AUGIER, Pascal. *Préface* In : *Les terres agricoles face à l'urbanisation : De la donnée à l'action, quels rôles pour l'information ?* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2018 (généré le 26 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/28295>>. ISBN : 9782759230297.

---

# Préface

---

*Pascal Augier*

La préservation des terres agricoles constitue un enjeu stratégique majeur au regard de la production agricole en lien avec l'alimentation et l'aménagement du territoire, aux différentes échelles — locale, nationale et internationale ; de nombreux pays dans le monde ont parfaitement identifié cet enjeu.

Au niveau mondial et à long terme, l'enjeu est de maintenir le potentiel de production agricole pour assurer la sécurité alimentaire des populations, alors que les décisions en matière d'aménagement du territoire relèvent essentiellement de l'échelon local, et s'inscrivent dans une perspective souvent à court et moyen terme. Ce double hiatus temporel et d'échelle de décision, renforcé par les intérêts financiers liés au changement de destination du foncier, contribue à une forte consommation, non durable, des terres agricoles au profit de l'artificialisation.

Ainsi, les infrastructures et l'étalement urbain observé depuis les années 1970 consomment d'importantes superficies de terres agricoles. En France, 800 000 ha (dont 80 % de terres agricoles) ont été artificialisés entre 1992 et 2004, et le rythme annuel d'artificialisation a progressivement augmenté jusqu'à atteindre un pic à 90 000 ha/an entre 2008 et 2009 (source : Teruti-Lucas) et une moyenne stabilisée d'environ 500 000 ha consommés tous les 7 ans, soit l'équivalent de la superficie d'un département français.

Une expertise nationale réalisée en France en 2017 (ESCo - *Sols artificialisés et processus d'artificialisation des sols : Déterminants, impacts et leviers d'action*) a mis en exergue « que les dynamiques de l'artificialisation des sols, en particulier sur les terres agricoles, résistent en grande partie aux outils fiscaux et de planification élaborés par les pouvoirs publics depuis les années 1980. En dépit de lois et de règlements successifs, l'occupation économe du sol reste un objectif à atteindre à l'échelle nationale. »

Pour atteindre l'objectif d'une occupation économe des terres, il apparaît nécessaire de disposer de données fiables et répétables sur des temps longs, afin de mieux comprendre les ressorts des dynamiques à l'œuvre dans les territoires et de mettre en place collectivement des réponses adaptées.

Dès 2007, la DRAAF Languedoc-Roussillon (devenue DRAAF Occitanie depuis 2016), consciente de ce besoin, a sollicité des équipes de recherche d'Irstea et de l'Inra afin de produire de nouvelles données cartographiques sur les terres artificialisées et le potentiel agronomique des sols, ainsi qu'une série d'indicateurs spatiaux révélateurs des dyna-

miques d'artificialisation du territoire régional. Des sessions de formation ont ensuite été menées auprès des services en charge de l'instruction des projets d'aménagement, afin de les sensibiliser à l'utilisation de ces informations pour répondre localement à l'enjeu de préservation des terres agricoles face à l'urbanisation.

Cet ouvrage rédigé par un collectif pluridisciplinaire de chercheurs français et australiens s'inscrit dans la continuité de ces travaux. S'appuyant sur des études de cas en France et en Nouvelle-Galles-du-Sud, en Australie, il interroge les rôles de l'information, depuis la fabrique de la donnée jusqu'à l'action collective, pour apporter des solutions concrètes face à la disparition des terres agricoles.

Les responsables politiques, ainsi que les services de l'État, partagent aujourd'hui le diagnostic qu'il s'agit d'un enjeu majeur de société et d'aménagement durable des territoires, à la fois pour garantir la sécurité alimentaire, mais aussi pour tisser de nouvelles solidarités entre les espaces ruraux et urbains. Ces objectifs sont ambitieux, mais ils sont à la hauteur de l'urgence à trouver des réponses aux mutations profondes que connaissent les territoires depuis quelques décennies.